

Dossier

Démocratie

La question de la démocratie est à l'ordre du jour au moins en France et en Europe. Elle l'est parce que l'abstention de masse peut être interprétée comme un rejet de la représentation politique par le plus grand nombre. Parce que la bonne fortune des partis d'extrême-droite repose, en partie au moins, sur la dénonciation du « système », c'est-à-dire du personnel et des partis politiques « traditionnels ». Parce que le fonctionnement de la démocratie représentative est mis en cause par la confusion qui règne dans un champ politique où la droite et la gauche « de gouvernement » sont de plus en plus indiscernables. Parce que les moins avertis finissent par s'aviser que Bruxelles et les traités européens décident de tout¹, que les « partis de gouvernement » ne font qu'appliquer avec plus ou moins d'empressement les directives européennes et que, quand bien même un référendum s'y opposerait (ce fut le cas en France avec le rejet du TCE en 2005), le « parti unique » de Bruxelles passera outre.

1. Sur ce sujet, cf. Wolfgang Streeck, *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Traduction de l'allemand par Frédéric Joly, Paris, Editions Gallimard, 2014.

GÉRARD MAUGER
CLAUDE POLIAK

Ainsi en vient-on à s'interroger sur les vices cachés de la Constitution (celle de la Cinquième République), des partis politiques (et de leur personnel de plus en plus uniformément recruté dans les écoles du pouvoir) ou ceux de la démocratie électorale (on lui oppose la « démocratie participative » ou – pourquoi pas ? – le tirage au sort). Ainsi s'interroge-t-on à nouveaux frais sur les formes contemporaines du « jeu politique » : on oppose alors Internet et les réseaux sociaux à la presse écrite et aux préaux d'écoles, les « citoyens-citoyennes » (de plus en plus scolarisés et revendiquant le « droit à la parole ») aux porte-parole « professionnels », les « nouvelles formes d'organisation (« horizontales ») à « la forme parti » (« verticale » et réputée « dépassée »), etc.

Sans prétention à l'exhaustivité, ce dossier « Démocratie » fait appel aux lumières des sciences sociales, à commencer ici par celles de la science politique. Michel Offerlé rappelle d'abord

que l'invention « naturalisée » du « citoyen » a emprunté « des voies tortueuses » et que la mobilisation des électeurs français masculins ne s'est pas faite en un jour. Daniel Gaxie recense ensuite les problèmes inhérents à la représentation politique : ceux de la délégation/dépossession, ceux de la proximité/distance entre représentants et représentés et ceux de la professionnalisation politique. Patrick Lehingue étudie, en particulier, les rapports des classes populaires d'aujourd'hui à la démocratie représentative en les déclinant selon la trilogie d'Albert Hirschmann : *exit* (abstention), *voice* (protestation « frontiste »), *loyalty* (« vote de classe »).

La deuxième partie du dossier se penche sur « les solutions » proposées aux « problèmes » de la démocratie contemporaine. Sur fond de la démocratie radicale à Athènes au

quatrième siècle, José-Luis Moreno Pestana montre comment le tirage au sort pourrait être aujourd'hui un instrument de « socialisation du capital politique ». Mettant en évidence les impasses de l'institutionnalisation de la « démocratie participative », Guillaume Gourgues s'interroge sur les voies d'« une exigence démocratique en matière de participation ». Dans la même perspective, Lilian Mathieu analyse les rapports entre mouvements sociaux et partis politiques : de l'invention de « la politique autrement » à l'instrumentalisation de la critique de « la forme parti » pour la conquête de mandats électifs. Enfin, François Houtart esquisse un bilan des « révolutions citoyennes en Amérique latine » qui inspirent souvent la quête d'une résurrection démocratique. ■